

Libye - Conclusions de la présidence de la réunion sur la Libye

(New York, 24 septembre 2018)

(traduction de l'anglais)

À l'invitation de M. Jean-Yves Le Drian, ministre français des affaires étrangères, les ministres et hauts représentants de la Libye, de Tunisie, de l'Algérie, de l'Égypte, du Maroc, du Niger, de l'Italie, des États-Unis, du Royaume-Uni, de la Chine, de la Russie, de l'Union européenne, de l'Union africaine et de la Ligue arabe, se sont réunis à New York le 24 septembre 2018 et ont tenu des consultations avec la participation, depuis Tripoli, du Premier ministre libyen M. Fayed Sarraj et du représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies, M. Ghassan Salamé.

Ils ont réaffirmé leur plein soutien au représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies, M. Ghassan Salamé, et à son plan d'action ainsi qu'à ses efforts pour faciliter une solution politique inclusive, conduite et portée par les Libyens eux-mêmes.

Les participants ont condamné les récentes violations du cessez-le-feu commises à Tripoli, notamment les bombardements indiscriminés qui ont fait des victimes civiles, et ont souligné la nécessité urgente du rétablissement de la stabilité dans la capitale libyenne, sur la base d'une cessation durable des hostilités. Il ne faut pas laisser ceux qui poursuivent leurs objectifs par la violence prendre le processus politique libyen en otage. Dans cet esprit, ils ont réitéré leur soutien aux efforts engagés par la Mission d'appui des Nations unies en Libye (MANUL) en vue de parvenir à une désescalade de la violence et d'assurer la protection des civils et ont appelé toutes les parties à mettre en œuvre et respecter le cessez-le-feu conclu le 4 septembre ; ils ont par ailleurs salué les mesures prises par le gouvernement d'entente nationale pour appliquer les arrangements sécuritaires nécessaires à Tripoli et en particulier la décision de renforcer les unités militaires régulières libyennes.

Les participants ont exprimé leur détermination à demander des comptes à ceux qui menacent de porter atteinte à la paix, la sécurité et la stabilité de la Libye ou de compromettre la réussite de sa transition politique, conformément à la résolution 2213 (2015) du Conseil de sécurité des Nations unies.

À cet égard, les participants continueront à apporter leur soutien à la MANUL et à recevoir ses suggestions concernant les personnes qui devraient être sanctionnées.

Les participants ont appelé tous les dirigeants libyens à coopérer de façon constructive avec le représentant spécial, M. Salamé, dans un esprit de compromis, en vue de renforcer la dynamique engendrée par la conférence internationale sur la Libye organisée le 29 mai 2018 à Paris sous les auspices des Nations unies, afin d'œuvrer de façon constructive à l'unification

des institutions militaires et économiques libyennes et de tracer un chemin viable en vue d'adopter une constitution et d'avancer vers des élections transparentes, pacifiques et bien préparées le plus rapidement possible. Ils ont reconnu en particulier le rôle important joué par le Premier ministre, M. Fayez al-Sarraj, ont salué la tenue d'élections municipales prometteuses dans trois villes libyennes et ont prié instamment tous les dirigeants libyens de promouvoir la réconciliation nationale de concert avec le processus politique des Nations unies. Ils ont appelé la Chambre des représentants libyenne et ses membres à s'acquitter de leurs responsabilités en adoptant la législation électorale adéquate.

Les participants ont exprimé leur soutien aux discussions engagées en Libye sur les moyens d'améliorer la transparence budgétaire et de promouvoir une répartition équitable des ressources du pays dans le cadre de l'Accord politique libyen approuvé par la résolution 2259 (2015) du Conseil de sécurité des Nations unies. Les participants ont notamment pris note de la nécessité urgente de mettre en oeuvre un programme complet de réformes économiques et ont engagé le gouvernement d'entente nationale à prendre toutes les mesures de nature à améliorer la politique financière, à assurer une gouvernance effective et à lutter contre la mauvaise gestion et à la corruption. Les participants ont également invité le représentant spécial du Secrétaire général à présenter des propositions de réformes économiques et monétaires efficaces concernant l'utilisation abusive des lettres de crédit et la transparence budgétaire.

Les participants ont également réitéré leur soutien à la préservation de la souveraineté, de l'intégrité territoriale, de l'unité et de la cohésion nationale du peuple libyen. Les Libyens devraient décider de leur avenir sans ingérence étrangère. La communauté internationale doit apporter son appui unanime au représentant spécial Salamé tandis qu'il oeuvre avec tous les Libyens à promouvoir un avenir stable, unifié et prospère pour leur pays./.